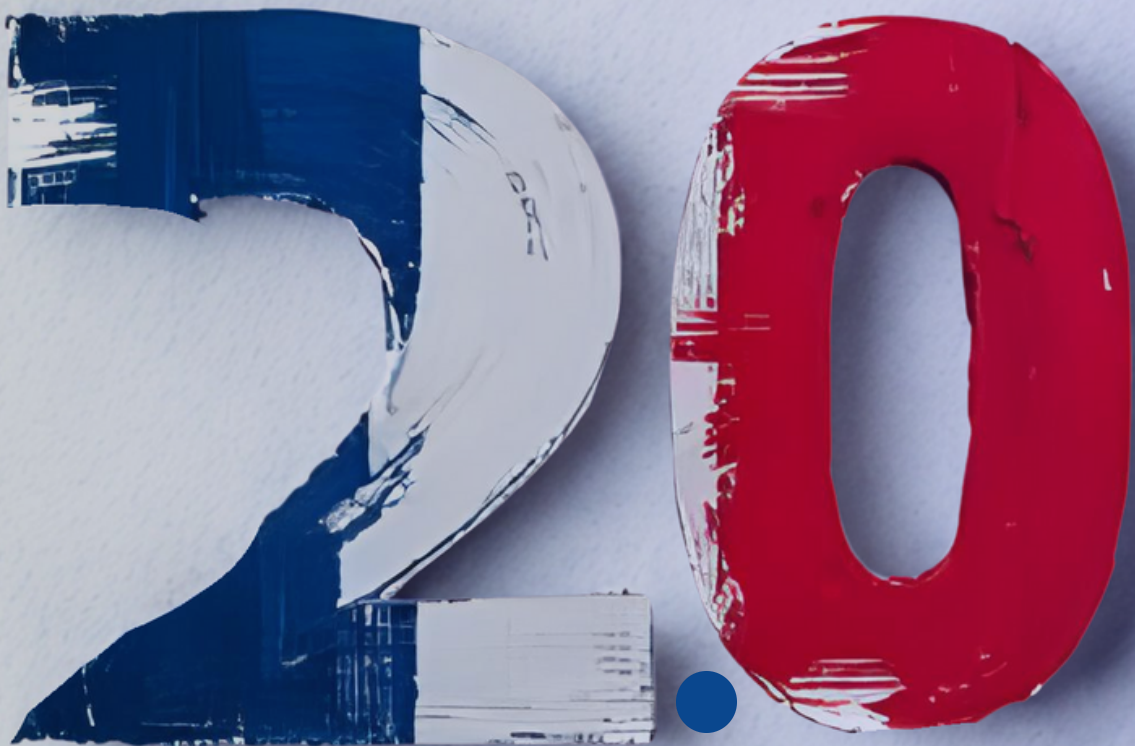


France

TOUS ENSEMBLE

IL EST TEMPS.



Démocratie 2.0

LE PROGRAMME

REPARTONS SUR DES BASES SAINES

POUR UNE FRANCE PLUS JUSTE

DÉMOCRATIE 2.0

POUR UNE FRANCE DE PAIX ET DE SOLIDARITÉ

Parce que depuis des décennies nous mettons un pansement Mickey sur des plaies sociales béantes et qu'il est temps de dire stop.

DEMOCRATIE 2.0 EN 9 POINTS MAJEURS



1. Lutte contre la spéculation immobilière et réquisition des logements vides
2. Airbnb, fin de la spéculation touristique
3. Gel des loyers et répartition des efforts
4. Rachat des logements par l'État
5. Soutien et valorisation des professions essentielles : enseignants et policiers...
6. Tolérance zéro contre la drogue : une guerre sans relâche
7. Financement et redistributions : vers une société plus équitable

8 L'évasion fiscale

9 L'immigration

LES CHIFFRES

Et si c'est une question de chiffres, tout vous sera expliqué point par point pour vous montrer que même les chiffres seront plus sains.

1. LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION IMMOBILIÈRE ET RÉQUISITION DES LOGEMENTS VIDES

- Problématique : En France, plus de 3 millions de logements sont vides, souvent détenus par des investisseurs qui profitent de la spéculation.
- Solution : Réquisition des logements vides et attribution de ces biens aux personnes dans le besoin. Les logements inoccupés depuis plus de 2 ans seront ciblés.
- Chiffre clé : Environ 600 000 à 1 million de Français vivent dans des conditions précaires en matière de logement. Cette mesure visera à réduire ce chiffre de 50% d'ici 5 ans.



2. AIRBNB, FIN DE LA SPÉCULATION TOURISTIQUE

- Problématique : Les plateformes comme Airbnb font exploser les prix de l'immobilier dans les grandes villes, créant une pénurie de logements pour les habitants.
- Solution : Interdiction des locations de courte durée (moins de 6 mois) pour les propriétaires possédant plus de 2 biens immobiliers. L'objectif est de libérer des milliers de logements pour les Français.
- Chiffre clé : Environ 600 000 annonces Airbnb en France. Cette mesure concernera 50 000 foyers, tout en libérant des milliers de logements.

***CELUI QUI PEUT CHANGER
LE SYSTÈME A UN PIED
DEDANS UN PIED DEHORS***

3. GEL DES LOYERS ET RÉPARTITION DES EFFORTS

- **Problématique** : Les loyers ont augmenté de 30% en 10 ans, mettant de nombreuses familles en difficulté.
- **Solution** : Gel des loyers pendant 2 ans. Les locataires ne paieront plus leur loyer pendant cette période. Ils devront néanmoins respecter le lieu loué et l'entretenir. Si il y a dégradation volontaire, les sanctions seront à hauteur du préjudice et ils devront faire des travaux d'intérêt général, notamment construction de bien immobilier.
- **Chiffre clé** : 12 millions de locataires bénéficieront de cette mesure, permettant à des millions de Français de respirer.

4. RACHAT DES LOGEMENTS PAR L'ÉTAT

- **Problématique** : Trop de propriétaires détiennent plusieurs biens, alimentant la spéculation et rendant l'accès au logement plus difficile.
- **Solution** : **Rachat par l'État des logements** appartenant à des foyers détenant plus de 2 propriétés. L'État rachètera ces biens au prix d'achat initial, sans plus-value.
- **Chiffre clé** : **30% des propriétaires** détiennent plus de 2 biens immobiliers en France. Ce dispositif permettra de réintégrer **100 000 à 150 000 logements** dans le marché locatif social.



REVALORISATION DES PROFESSIONS INDISPENSABLES À LA FRANCE

- Problématique : Les enseignants et policiers sont souvent sous-estimés et mal rémunérés, malgré leur rôle fondamental dans la société.
- Solution :
 - Augmentation des salaires des enseignants : Revalorisation de 30% de leur salaire de base, afin de donner à nos enfants l'éducation de qualité qu'ils méritent.
 - Augmentation des salaires des policiers : Doublement des salaires des policiers, en récompensant leur dévouement à la sécurité publique.
- Chiffre clé : Ces augmentations concernent environ 1,5 million de Français et visent à améliorer la qualité des services publics.
- Soutien aux policiers : Je serai un président qui soutient ses policiers et aucun attentat ou attaque contre nos forces de l'ordre ne sera toléré. En revanche, je mettrai en place une tolérance zéro contre les bavures policières, et la corruption. Une formation d'élite, fondée sur de hautes valeurs humaines, sera instaurée pour tous les policiers, afin de garantir leur efficacité et leur respect des droits humains.

5. SOUTIEN ET VALORISATION DES PROFESSIONS ESSENTIELLES : ENSEIGNANTS ET POLICIERS ET PERSONNEL SOIGNANT

TOLÉRANCE ZÉRO



- **Problématique** : La **drogue** et son trafic gangrènent certaines de nos villes, alimentant la violence et la précarité.
- **Solution** : Je mènerai une **guerre sans relâche contre la drogue**, avec des **interventions renforcées de la police et de la douane**, en renforçant les contrôles et la prévention. La **formation des douaniers** sera d'excellence pour lutter efficacement contre le trafic.
- **Chiffre clé** : La consommation de drogues touche **près de 3 millions de Français** chaque année. Cette politique visera à **réduire de 50%** la consommation et le trafic en 5 ans.

6. TOLÉRANCE ZÉRO CONTRE LA DROGUE : UNE GUERRE SANS RELÂCHE

VOUS POUVEZ VOUS ENRICHIR MAIS PAS AU DÉTRIMENT DES AUTRES.



- **Problématique** : La redistribution des richesses doit être plus juste pour financer ces réformes ambitieuses.
- **Solution** :
 - **Taxation des hauts salaires** : Taxation à **50% des salaires supérieurs à 200 000 €** par an. Ces fonds seront utilisés pour renforcer les secteurs de la santé, de l'éducation, et pour soutenir les petits propriétaires.
 - **Taxe sur les plus-values immobilières** : Une **taxe de 30%** sur les plus-values immobilières supérieures à 200 000 €, pour redistribuer ces ressources à la population.
- **Chiffre clé** : Ces mesures permettront de lever **15 à 20 milliards €** par an pour financer les réformes sociales et éducatives.

Les entrepreneurs ayant un impact positif sur la France seront récompensés en revanche ceux qui veulent absolument gagner de l'argent sur le dos de nos citoyens sans conscience des autres seront punis.

7. FINANCEMENT ET REDISTRIBUTIONS : VERS UNE SOCIÉTÉ PLUS ÉQUITABLE

8 LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE : UN LEVIER MAJEUR POUR FINANCER LA TRANSFORMATION SOCIALE

1. L'évasion fiscale en chiffres :

L'évasion fiscale représente une perte colossale pour les finances publiques françaises. Selon diverses études et rapports, la France perd chaque année :

- **Entre 60 et 100 milliards d'euros** à cause de l'évasion fiscale et de l'optimisation fiscale agressive. Ces sommes proviennent principalement de la fraude des grandes entreprises (notamment celles qui délocalisent leurs bénéfices dans des pays à faible taxation), des particuliers fortunés qui cachent une partie de leurs revenus, et des flux financiers transnationaux illégaux.
- **Entre 2 et 4 milliards d'euros** sont également perdus chaque année à cause des **fraudes fiscales individuelles**, où des contribuables dissimulent des avoirs ou des revenus dans des paradis fiscaux comme la Suisse, les Îles Caïmans ou le Luxembourg.
- **Les grandes entreprises multinationales** sont souvent responsables de la fuite de bénéfices vers des pays où les taux d'imposition sont plus faibles, avec des **pratiques de sous-déclaration de leurs profits** ou de **transfert de prix**. Ces entreprises paient souvent moins d'impôts en France que de petites entreprises ou des travailleurs indépendants.

2. Mesures concrètes de lutte contre l'évasion fiscale :

Mon programme propose des mesures fortes et ambitieuses pour lutter efficacement contre ce phénomène et récupérer les milliards qui manquent à notre économie. Ces mesures incluent :

- **Renforcement des contrôles fiscaux** : L'État mettra en place des mécanismes de contrôle plus stricts pour détecter les fraudes et les transferts d'argent vers des paradis fiscaux. Des **audits fiscaux aléatoires** seront effectués sur les grandes entreprises et les fortunes supérieures à 5 millions d'euros, afin d'évaluer la conformité de leurs déclarations fiscales.
- **Législation stricte sur la transparence des multinationales** : Les grandes entreprises devront justifier la localisation de leurs bénéfices et des taxes payées dans chaque pays où elles exercent. Une **loi sur la transparence fiscale** imposera de publier, pays par pays, les profits réalisés et les impôts payés.
- **Renégociation des accords fiscaux internationaux** : Je travaillerai avec l'Union Européenne pour **renégocier les accords fiscaux** avec les paradis fiscaux, afin de mettre fin à leur pratique d'abriter les avoirs des fraudeurs. Nous imposerons des **sanctions financières sévères** à ceux qui ne respectent pas les règles internationales de transparence fiscale.
- **Création d'un Fonds de Lutte contre la Fraude Fiscale** : Un fonds dédié à la lutte contre l'évasion fiscale sera constitué. Ce fonds permettra de financer les contrôles renforcés et de soutenir l'infrastructure nécessaire pour traquer les fraudes fiscales à l'échelle mondiale.

3. Les retombées financières pour l'État :

Grâce à la mise en œuvre de ces mesures, l'État français pourra récupérer une part importante de l'argent perdu chaque année à cause de l'évasion fiscale. Voici les prévisions de ce que l'État pourrait récupérer :

- **Récupération des fraudes fiscales des grandes entreprises et des multinationales** : En mettant en place des mesures strictes, l'État pourrait récupérer **50 à 60 milliards d'euros** par an provenant de la lutte contre l'évasion fiscale des grandes entreprises et des multinationales.
- **Récupération des fonds cachés par des particuliers dans des paradis fiscaux** : En intensifiant les contrôles sur les comptes offshores et en imposant des sanctions plus sévères, l'État pourrait récupérer entre **10 et 15 milliards d'euros** par an.
- **Récupération grâce à l'amélioration de la transparence et de la coopération internationale** : En signant de nouveaux accords avec les paradis fiscaux et en renforçant la coopération internationale, l'État pourrait récupérer **5 à 10 milliards d'euros** supplémentaires chaque année.

En tout, avec ces mesures, l'État français pourrait récupérer **entre 65 et 85 milliards d'euros** par an.

4. Répartition des fonds récupérés :

Les sommes récupérées grâce à la lutte contre l'évasion fiscale ne seront pas simplement des chiffres sur un bilan. Elles serviront directement à financer les réformes sociales et économiques de mon programme. Voici comment ces fonds seront réinvestis dans des secteurs essentiels pour notre société :

1. Financement des hôpitaux et du secteur de la santé :

- En récupérant environ **10 milliards d'euros** grâce à l'évasion fiscale, une partie sera réinjectée dans **l'hôpital public** et les **soins de santé**. Cela permettra d'assurer une **augmentation des salaires des personnels soignants**, de **renforcer les capacités d'accueil** dans les hôpitaux, et de **réduire les listes d'attente** pour les soins médicaux.
- Cette redistribution assurera un **système de santé plus équitable** et une meilleure prise en charge pour tous les citoyens, en particulier dans les zones rurales et les quartiers sensibles.

2. Gel des loyers et réquisition des logements vides :

- Les fonds récupérés serviront à **financer le gel des loyers pendant 2 ans**, pour soulager des millions de locataires confrontés à l'augmentation des loyers. Cela permet d'alléger le budget des familles et de stopper la spéculation immobilière.
- Une autre partie des fonds sera utilisée pour la **réquisition des logements vides** et la construction de logements sociaux, dans le but de réduire de 50% le nombre de personnes vivant dans des conditions de logement précaires.

3. Revalorisation des salaires des fonctionnaires (enseignants et policiers) :

- Une partie importante des fonds récupérés sera allouée à la **revalorisation des salaires** des enseignants et des policiers, comme mentionné dans le programme. En augmentant les salaires de 30% pour les enseignants et en doublant ceux des policiers, nous récompensons le travail de ceux qui œuvrent pour le bien-être collectif.
- Ces augmentations ne seront pas seulement symboliques, elles viseront à améliorer la qualité des services publics dans ces secteurs cruciaux, et à attirer davantage de talents dans des professions souvent sous-estimées.

4. Réduction des inégalités et financement des aides sociales :

- Les **billets récupérés** financeront également des **programmes de soutien aux plus vulnérables**, en particulier dans les quartiers populaires. Cela permettra de **réduire les inégalités sociales**, d'offrir des **programmes de réinsertion professionnelle** et d'**améliorer les aides sociales**, notamment pour les jeunes et les personnes en situation de précarité.

5. Un excédent positif pour l'économie :

Avec ces **recettes fiscales**, l'État pourra non seulement financer les réformes sociales et économiques, mais **nous serons même en positif**. En effet, ces investissements dans la santé, le logement et l'éducation auront un **retour sur investissement significatif** en termes de croissance économique et de bien-être social. Un pays plus juste, avec des citoyens plus formés et en meilleure santé, est un pays plus productif, plus stable, et plus compétitif à l'échelle internationale.

Conclusion :

En récupérant l'argent qui fuit actuellement vers les paradis fiscaux, en fermant les failles du système, et en réintégrant ces fonds dans le système social français, nous allons **financer des réformes profondes** qui toucheront directement tous les Français. Ce ne sont pas des promesses vides, mais une approche pragmatique et audacieuse pour une **France plus juste**, où l'argent des riches et des multinationales contribue à **l'épanouissement collectif**. **Un système fiscal équitable, une répartition des richesses juste et un investissement dans l'humain** : voici la base de notre réussite commune.

8 LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE : UN LEVIER MAJEUR POUR FINANCER LA TRANSFORMATION SOCIALE

UNE FISCALITÉ DE RESPONSABILITÉ NATIONALE POUR LES ULTRA-RICHES »

Trop longtemps, les grandes fortunes ont pu se soustraire à l'impôt national en transférant leurs actifs ou leur résidence hors de France. Cette fuite des capitaux n'est pas une fatalité : elle est le résultat de choix politiques passifs, d'un manque de courage face aux privilèges, et d'un système international permissif.

Je propose une réforme historique de la fiscalité des très grandes fortunes, fondée sur trois principes clairs : justice, responsabilité, et souveraineté.

1. Création d'un Statut Fiscal de Solidarité Nationale (SFSN)

- ♦ Toute personne disposant d'un patrimoine net supérieur à 50 millions d'euros sera soumise à ce statut.
- ♦ Ce statut liera leur contribution fiscale à la France pendant 10 ans, même en cas de départ à l'étranger.
- ♦ Inspiré du modèle américain, ce système fera peser une obligation fiscale sur la base de la nationalité ou d'un lien économique durable (participations, sociétés, bénéfices passés).

Objectif : empêcher qu'un ultra-riche, ayant construit sa fortune en France, s'exonère totalement de toute contribution en changeant simplement de résidence.

2. Renforcement de l'Exit Tax

- ♦ L'exit tax actuelle, inefficace et partiellement vidée de sa substance, sera renforcée, étendue et rendue automatique.
- ♦ Elle s'appliquera à toute plus-value latente non réalisée, dès lors que le départ a pour but d'échapper à l'impôt.
- ♦ Un mécanisme de sursis de paiement conditionné permettra d'éviter la fuite de liquidités tout en garantissant le recouvrement.

Objectif : protéger la base fiscale française contre les départs stratégiques.

3. Fin des passe-droits fiscaux et transparence totale

- ♦ Suppression de tous les régimes fiscaux d'exception pour les expatriés de luxe ou les « impatriés ».
- ♦ Publication annuelle de rapports publics sur les exils fiscaux (nombre, pays de destination, montants concernés).
- ♦ Mise en place d'un registre public des bénéficiaires effectifs des grandes entreprises et holdings domiciliées à l'étranger.

Objectif : en finir avec les zones grises, les arrangements secrets et l'opacité.

4. Initiative européenne et mondiale pour taxer les très grandes fortunes

- ♦ Lancement d'une coalition de pays volontaires pour instaurer une taxe mondiale sur les ultra-riches, comme proposé par l'économiste Gabriel Zucman (2 % par an sur les fortunes > 1 milliard €).
- ♦ Soutien à un cadre international de taxation par nationalité, pour les patrimoines hors sol.
- ♦ Renégociation des conventions fiscales bilatérales les plus permissives.

Objectif : faire évoluer le droit international, et ne plus se plier aux paradis fiscaux.

5. Création d'un Haut-Commissariat à la Justice Fiscale

- ♦ Organe indépendant chargé de contrôler la mise en œuvre des politiques fiscales sur les très hauts revenus et patrimoines.
- ♦ Droit d'alerte publique sur les manquements de l'administration, les abus ou les carences politiques.
- ♦ Budget dédié, pouvoir d'enquête, et transparence totale.

END Conclusion

« On ne construit pas une nation forte avec des fortunes qui fuient leurs responsabilités. La solidarité nationale n'est pas à géométrie variable. Elle s'applique à tous, y compris – et surtout – à ceux qui doivent le plus à la République. »

EURO

9 IMMIGRATION

**N'oublie pas que les immigrés ont
batti la France d'après guerre.
Leurs enfants français sont laissés à
l'abandon.**



Sur l'immigration et la solidarité internationale :

Démocratie 2.0 prône une gestion raisonnée et respectueuse de l'immigration. L'immigration doit être choisie et maîtrisée, non pas subie. Nous mettons en place un système qui permette à ceux qui souhaitent venir en France de le faire dans des conditions claires et transparentes, tout en garantissant leur intégration effective dans la société.

Une immigration régulée et choisie :

L'immigration sera ouverte en fonction des besoins économiques et démographiques de la France. Nous encourageons les immigrants à s'intégrer pleinement dans notre société, en respectant les lois, les valeurs et la culture française. Cela signifie que les nouveaux arrivants doivent s'adapter aux règles de la République, tout en étant soutenus dans leurs démarches d'intégration.

L'aide aux migrants en situation de vulnérabilité :

Nous ferons de l'aide humanitaire une priorité pour ceux qui fuient la guerre, la famine ou la persécution. Toutefois, nous travaillerons également **en collaboration avec les pays d'origine** pour éviter que des personnes ne partent par nécessité. L'objectif est de promouvoir des initiatives de développement durable dans ces pays afin que leurs citoyens n'aient pas à migrer pour leur survie.

Respect mutuel :

Les immigrés devront respecter les valeurs fondamentales de la République française : égalité, fraternité et liberté. En contrepartie, la France s'engage à respecter et à soutenir ses nouveaux citoyens dans leur processus d'intégration. Cependant, tout comportement contraire à ces principes – que ce soit en termes de racisme, de violence ou d'incivilité – sera sévèrement sanctionné. La France ne tolérera aucune forme de discrimination à l'égard des immigrés, et toute forme de racisme, quelle qu'elle soit, sera un délit grave.

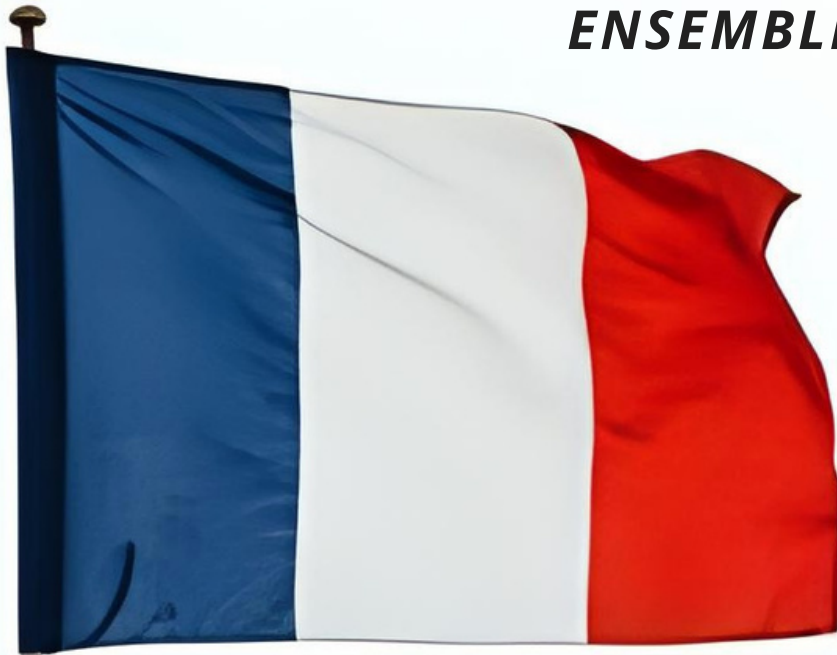
Répercussions et respect des règles :

Nous mettons en place des sanctions fermes mais justes pour ceux qui enfreignent les lois françaises, quelle que soit leur origine. En cas d'incivilités graves, ou de comportements mettant en danger l'ordre public, le retour dans le pays d'origine pourra être envisagé, dans le respect des droits humains et des conventions internationales.

Une immigration pour bâtir ensemble :

Nous voyons l'immigration comme une richesse pour la France. Les immigrés peuvent apporter une contribution précieuse à notre économie, à notre culture et à notre diversité. Nous souhaitons que notre pays soit un vivier de talents, un modèle d'intégration réussi. Mais cela passe par un respect mutuel, un engagement à vivre ensemble, et un système qui protège les plus vulnérables tout en garantissant la sécurité et le bien-être de tous les Français.

OBJECTIF : UNE FRANCE UNIE DANS LA PAIX SOCIALE ET LE VIVRE- ENSEMBLE



1. **Réduction des inégalités** : Avec des mesures comme la réquisition des logements vides et le soutien renforcé aux enseignants et policiers, nous viserons une **réduction de 50% de la pauvreté et du mal-logement** d'ici 5 ans.
2. **Augmentation du pouvoir d'achat** : Le gel des loyers et la redistribution des ressources permettront une **augmentation du pouvoir d'achat**, particulièrement pour les plus vulnérables.
3. **Justice sociale et humanité** : Ce programme vise à créer une **France plus juste**, où **aucun citoyen n'est laissé pour compte**, et où l'égalité et la dignité humaine sont les valeurs centrales de notre politique.
4. **Soutien aux professionnels** : Je serai un président qui **respecte et soutient les professeurs, les policiers, et tous ceux qui œuvrent pour le bien-être de la nation**. Les attaques contre ces corps seront fermement réprimées, et leur rémunération sera largement revalorisée. Contrôle stricte des armes. Je ne veux aucune arme sur le territoire hormis pour nos policiers. Armes qui deviendront neutralisantes par la suite.
5. **Paix sociale et vivre ensemble** : Tous ces efforts convergent vers un seul objectif : **rétablir la paix sociale** et créer un environnement de **solidarité et de bonheur** pour tous. **La France de demain sera plus solidaire, plus juste et plus harmonieuse.**
6. **Tolérance Zéro envers la délinquance - la diffamation - la médiocrité, les bavures. La France comme un parent doit mettre des règles strictes pour une meilleure société. Travaux d'intérêt général pour tous ceux qui ne respectent pas les valeurs de la France.**

Conclusion :

Ensemble, nous allons construire une société **où chacun a sa place**, où le **bien-être collectif prime**, et où la **justice sociale est une réalité tangible**. Mon programme est celui de la **solidarité**, du **respect** et de l'**égalité des chances**. En mettant l'accent sur l'éducation, la sécurité et la lutte contre les inégalités, nous ouvrirons une nouvelle ère pour la France.

